

PRIX DE ABONNEMENT.
Edition hebdomadaire.
Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS... \$10.00 \$6.00 \$3.00 \$1.00
POUR L'ETRANGER... \$15.15 \$7.55 \$3.75 \$1.35
Les abonnements se font invariablement d'avance.

Le Numéro  **Cinq Sous**

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Hebdomadaire.
Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS... \$10.00 \$6.00 \$3.00 \$1.00
POUR L'ETRANGER... \$15.15 \$7.55 \$3.75 \$1.35
Les abonnements se font invariablement d'avance.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE. PRO ARIS ET FOCIS. SCIENCES, ARTS.

Journal Français Quotidien. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 26 SEPTEMBRE 1905. Fondé le 1er Septembre 1827

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans
NEW ORLEANS SE PUBLIE
ING. O. LEVY.
Bureau: 222 St. Charles.
Bureaux: 222 St. Charles.
Bureau: 222 St. Charles.
Bureau: 222 St. Charles.

POUR LES PETITES ANNONCES
S'adresser au Bureau de l'Abeille, 222 St. Charles.

L'expansion navale

Nos lecteurs liront certainement avec un véritable intérêt cet article si documenté de l'honorable James Bryce, membre du Parlement britannique un des chefs du parti libéral anglais.
D'abord sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères en 1896, entré en 1902 dans le cabinet libéral comme chancelier du duché de Lancastre, et ayant été ensuite nommé président du Board of Trade en 1894, M. James Bryce acquit ainsi une grande expérience.
Depuis dix ans, il a joué un rôle prépondérant dans toutes les discussions sur les réformes politiques et sociales.
Libéraux et conservateurs, amis comme adversaires, reconnaissent en lui un des plus influents futurs ministres du parti libéral si ce parti revient au pouvoir.

C'est depuis cinq ou six ans que, partout, on travaille avec passion à l'accroissement de la marine de guerre. Le même que, vers 1890, on avait commencé à augmenter dans une mesure considérable la puissance permanente des armées de terre. La question navale a pris, en effet, au moins autant d'importance que la question militaire proprement dite, à cause de l'énorme développement du commerce maritime ou plutôt océanique, et surtout parce que les principaux Etats du monde se sont à l'envi mis à s'adjuger des territoires lointains dont une flotte imposante peut seule garantir la conservation.
Pour montrer que l'extension ainsi donnée à l'armement naval est générale et que dans tous les pays elle a pris des proportions excessives, le mieux est de citer quelques-uns des budgets de la marine. En 1830, la Grande-Bretagne dépensait pour sa flotte 262 millions et demi de francs. Dix ans après, la somme était de 425 millions. Pour 1905 enfin, le total des crédits, y compris toutes les catégories de charges afférentes à la défense navale, s'est élevé à un milliard.

Mais jetons un coup d'œil sur quelques autres nations. En 1890, la France avait accordé environ 200 millions à sa marine; elle en concéda 300 en 1903. Les budgets furent, pour l'Allemagne, de 35 millions en 1890, et de 250 en 1903; pour la Russie, de 105 millions en 1890, et de 300 en 1903; pour les Etats-Unis, de 115 millions en 1890, et de près de 425 en 1903.
Certes, la population et la richesse de ces divers pays se sont accrues aussi durant la période en cause, mais il s'en faut beaucoup que cette augmentation, même aux Etats-Unis, se soit déployée avec autant de rapidité que celle des dépenses effectuées pour le compte des flottes de guerre.

Les exhaussements de crédits peuvent provenir ou de ce que l'on a aggravé les impôts ou de ce qu'une plus large part des ressources fiscales est consacrée à cette forme de préparation de la guerre. En réalité, les deux hypothèses sont exactes.
C'est parce que le tsar actuel avait fait ces deux constatations qu'il provoqua, en 1890, la conférence de La Haye. Celle-ci avait, en effet, pour objet essentiel d'amener les Etats participants à s'entendre pour une réduction simultanée des armements, tant sur mer que sur terre. On ne le sait que trop, le but ne fut pas atteint et depuis 1890 les deux catégories d'armements n'ont cessé de s'accroître. La question sera-t-elle soumise à la nouvelle conférence dont l'on n'a sans doute pas oublié que le président Roosevelt a récemment lancé l'idée? Il faut le souhaiter.

La nécessité d'une réduction de ce genre est plus pressante que jamais, on le contestera difficilement. Par malheur, les auspices sont défavorables pour le

moment. En Allemagne, le Reichstag est sans répit harcelé de demandes tendant à un gonflement indéfini du budget de la marine. En Angleterre, si prodigieuse qu'il est déjà l'extension de la flotte, une partie notable de l'opinion publique ne se lasse point de réclamer la continuation de ce mouvement. Et voilà qu'un éminent Américain, hier encore ministre de la marine des Etats-Unis, M. Morton, vient de publier un article—j'en ai pris connaissance avec beaucoup d'intérêt—où il déclare que ladite marine devrait être développée jusqu'à ce qu'elle surpassât toutes autres, sauf celle de la Grande-Bretagne. Et, sans nul doute, cette idée est chère à nombre de ses compatriotes.

Seulement, il ne réussit pas, selon moi, à donner à ses lecteurs l'impression nette qu'il ait des motifs d'une importance réelle pour croire indispensable une augmentation à ce point énorme. Il n'indique, et pour cause, nul danger dont soient menacés les Etats-Unis, et d'autre part il écrit en ami de la paix, en homme qui n'aspire pas à voir son pays prendre une attitude agressive.

Quelles peuvent bien être les raisons qui induisent presque tout le personnel des milieux dirigeants à penser que l'intérêt de leurs nations respectives exige une ample expansion de la puissance navale?

On s'explique sans peine les considérations qui ont prévalu en Italie. Il n'est pas, sur le continent européen, un Etat aussi exposé aux attaques par mer que celui-là, avec l'exceptionnel développement de ses côtes et ses deux grandes îles. C'est pourquoi tous les gouvernements qui se sont succédés là depuis un quart de siècle ont travaillé à préparer, pour la défense nationale, une flotte telle que n'importe quel ennemi imaginable dut la redouter. Mais à présent tout danger du côté de la France—et c'était à celui-là surtout que l'on pensait—est visiblement écarté. L'Italie a renoué avec sa puissance voisine des liens d'amitié qui, cette fois, paraissent durables.

Les relations entre la France et l'Allemagne prennent de temps en temps une tournure dont même les optimistes ont lieu de s'inquiéter. Mais les deux pays étant limitrophes, ce serait évidemment des batailles terrestres qui décideraient de l'issue d'une nouvelle guerre ayant éclaté entre eux.
Il ne semble pas que la France ni l'Allemagne songent à faire les dépenses formidables qui permettraient à l'une ou à l'autre d'arriver à posséder une marine égale ou équivalente à celle de l'Angleterre. Et il ne paraît pas davantage possible que ces deux nations s'allient jamais contre la Grande-Bretagne.

Je ne puis laisser passer l'occasion de dire ici ma pensée sur l'éventualité d'une rupture entre l'Angleterre et l'Allemagne, éventualité qui des deux côtés, sourit à plusieurs brouillons et à quelques furieux, mais dont l'idée doit être tenue pour absurde par quiconque estime que, dans les deux pays, le bon sens des hommes d'Etat et de la presque unanimité de l'opinion publique sura toujours le dernier mot. Aussi bien, ni l'Angleterre ni l'Allemagne ne gagneraient rien à se faire la guerre. Il n'y a entre elles aucune sérieuse cause d'antagonisme.

La Grande-Bretagne a, de tout temps, dépassé de très loin les autres nations au point de vue des sacrifices consentis à la marine de guerre. Mais personne ne contestera qu'elle avait des motifs capitaux pour se résoudre à l'aggravation de charges que représente l'augmentation continue de son budget naval, maintenant quatre fois plus lourd qu'en 1830. Elle a à défendre, par delà les océans, des possessions immenses. Parmi celles-ci, plusieurs sont contiguës aux territoires d'Etats dont l'armée de terre est beaucoup plus importante que la sienne. La domination des mers est donc un élément primordial de la puissance défensive qu'elle peut-être appelée à employer contre ces Etats. Les territoires qu'ils détiennent dans le voisinage de ses possessions sont un peu comme des otages dont elle s'assure par ses escadres, pour imposer à qui de droit le maintien de la paix.
D'autre part, son armée métr-

politaine étant d'un effectif relativement faible, c'est en somme sur sa flotte qu'elle doit compter pour se préserver d'une invasion. Puis elle est tenue de protéger ses colonies autonomes, dont une seule, l'Australie, s'est dotée d'une force navale, du reste insignifiante. Enfin, elle a une énorme marine marchande et elle doit son alimentation à des importations dont la majeure part lui est expédiée de très loin.
Il convient toutefois de se demander si l'Angleterre n'est pas allée, dans cette voie, plus loin que ne l'exigeaient tant de nécessités, d'ailleurs indiscutables.

Il y a quelques années, on déclarait que la marine britannique devait être augmentée jusqu'à ce qu'elle égalât les forces navales de l'éventuelle coalition de deux nations continentales quelconques. C'était évidemment à la France et à la Russie que l'on pensait. Or, à présent que la France est devenue pour l'Angleterre une amie, on ne voit pas trop avec quelle imposante couple de marines les escadres britanniques pourraient bien avoir à se mesurer.

Aux Etats-Unis, la question se pose dans des termes analogues. Les dépenses navales, bien moindres qu'en Angleterre, y ont augmenté presque aussi rapidement depuis quelques années. Et pourtant, les Etats-Unis occupent une énorme superficie, ils ont chez eux toutes denrées en abondance et leur marine marchande n'a relativement qu'une faible importance. D'autre part, ils n'ont pas besoin d'une flotte pour se protéger contre des invasions, celles-ci étant impossibles. Ils sont positivement inattaquables. Le pire dommage que pourrait leur causer un ennemi tenant la mer consisterait en la bombardement de quelques ports et le forçage de quelques estuaires par des escadilles que, d'ailleurs, leur pays d'origine ne reverrait probablement jamais. Or des opérations de ce genre seraient pour résultat, non pas même de décourager la nation attaquée, mais au contraire de la résoudre à une lutte acharnée. En tout cas, elles n'influeraient en rien sur l'issue de la guerre.

On allègue parfois que les Etats-Unis ont besoin d'une forte marine de guerre afin de maintenir leur prépondérance dans l'hémisphère occidental. Mais pour ce qui est des républiques des Antilles et de l'Amérique centrale et méridionale, quelques croiseurs, sinon quelques canonnières, ne suffiraient-ils pas amplement à les mettre à la raison quand elles se seraient avisées—comme elles en montrent de temps en temps la velléité—de violer les droits des citoyens de la grande république?
Mais, s'écrient d'autres "marinistes" de New-York et lieux circonvoisins, le fait que les Etats-Unis sont devenus une puissance "océanique" les contraint à une politique d'expansion navale. Ils ont maintenant des possessions dans les Antilles, et tôt ou tard ils en auront d'autres en ces parages. Ils ont les Hawaï et les Philippines. Il faut une marine pour défendre tout cela.
A quoi l'on peut riposter, toujours par la même interrogation: Qui donc pense à attaquer tout cela? Qui donc pourrait se flatter de tirer en définitive d'une agression de ce genre un profit appréciable?

La question des armements et celle de la politique générale sont indissociables. Les Etats-Unis sont au même point que la Grande-Bretagne. Ni leurs intérêts permanents ni leurs besoins nouveaux, ni la position matérielle et morale par eux occupée à l'égard des autres nations, ne les obligent aux armements affolants qu'on leur demande d'entretenir ou d'innover.

Le choléra en Allemagne.
Berlin, 25 septembre.—Le bulletin officiel publié aujourd'hui annonce que 2 nouveaux cas de choléra et 2 décès ont été rapportés dans les dernières 24 heures aux autorités sanitaires. Ces deux nouveaux cas ont éclaté à Dirschau et à Wircz.
Marienwerder, Prusse Occidentale, 25 septembre.—Un nouveau cas de choléra a été rapporté aujourd'hui d'un petit village situé à quelques milles de Marienwerder.

M. WITTE A BERLIN.

Berlin, 25 septembre.—Le chancelier von Bülow, qui est arrivé ce matin, venant de Baden Baden, a eu dans le courant de la journée une longue conversation avec M. Witte, le plénipotentiaire russe.
L'homme d'Etat russe a déjeuné avec M. Richtkoffen, le ministre des affaires étrangères.
Parmi les personnages qui ont rendu visite à M. Witte à son hôtel on cite M. Ernst von Mendelssohn, Bartholdp, chef de la grande maison de banque qui depuis plus d'un siècle fait des affaires avec le gouvernement russe.
M. Mendelssohn a rendu visite à M. Witte en qualité d'ami et l'on n'a aucune raison de croire que la question d'un emprunt russe ait été soulevée. M. Arthur Fischer, un des associés de la banque Mendelssohn a vu M. Witte à Paris.
Après cette visite le bruit a couru que les termes d'un nouvel emprunt russe avaient été discutés. La Presse Associée est en mesure de déclarer positivement que tel n'a pas été le cas.
Des milliers de curieux suivent constamment les allées et venues de M. Witte à tel point que l'homme d'Etat se voit obligé, quand il rentre à son hôtel, de passer par un escalier dérobé qui donne accès à ses appartements.
A son arrivée à la gare hier M. Witte a déclaré aux fonctionnaires de l'ambassade russe qu'il préférerait se rendre à pied à son hôtel.
Une foule considérable s'était rassemblée devant la porte de l'hôtel espérant le voir arriver en voiture. Les curieux en ont été pour leurs frais, car M. Witte réussit à pénétrer dans l'hôtel sans que sa présence ait été remarquée.
M. Witte quittera Berlin ce soir par le train de 11 heures. Il arrivera à Staluponen, la dernière gare allemande avant la frontière russe, demain soir à 10:51 heures.
De là il se rendra par train spécial, mis à sa disposition par le gouvernement allemand, à Grosse Ramin la campagne ou chasse en ce moment Guillaume II.
Le plénipotentiaire russe s'est joint avec l'empereur. Il est probable que M. Witte repartira dans l'après-midi et prendra à Staluponen l'express de nuit qui l'emmènera directement à St-Petersbourg.
Les amis de M. Witte se préoccupent beaucoup de son avenir.

On prétend cependant que le célèbre homme d'Etat, satisfait d'avoir mené à bien les négociations de paix, demandera au Tsar Nicolas l'autorisation de se retirer de la vie publique.
On ignore naturellement quel sera la réponse de Nicolas, mais les amis de M. Witte espèrent que le tsar n'acceptera pas cette retraite prématurée et qu'il demandera à l'éminent homme d'Etat et au patriote qu'est M. Witte de rester dans la vie publique et de donner à son pays le bénéfice du prestige qu'il a recueilli à l'étranger.

Censure sévère.

Budapest, Hongrie, 25 septembre.—Le comité exécutif des partis hongrois appelé à discuter la situation créée par l'ultimatum présenté aux leaders hongrois par le roi-empereur, a prononcé un jugement qui équivaut à un vote de censure sévère de Sa Majesté et de ses conseillers.
Le comité exprime dans sa résolution le plus profond regret que le roi-empereur n'ait pas écouté les hommes d'Etat convoqués par lui à Vienne, qui représentaient la majorité dans le Parlement hongrois et étaient ainsi constitués les leaders de la nation dans ses affaires publiques.
Le comité blâme de plus avec indignation ceux qui ont engagé sa majesté à suivre une pareille ligne de conduite et approuve l'action des chefs de la coalition qui ont refusé de négocier avec le comte Goluchowski et n'ont pas voulu accepter le memorandum présenté par le roi-empereur, étant donné qu'ils le considéraient comme une violation de la constitution et peu propre à régler le conflit constitutionnel actuel.

Au Japon.

Tokio, 25 septembre, 5 heures du soir.—Le Mikado porte une attention personnelle aux mémoires présentés au trône, protestant contre les conditions du traité de paix.
Ces mémoires qui dépassent maintenant la centaine émanent de toutes les parties du Japon.
Le peuple japonais est prêt unanimement à demander la démission du cabinet. Les modérés eux-mêmes ne cachent pas leur dépit du résultat des négociations de Portsmouth.
Rapports démentis.
Tokio, 25 septembre.—Les accusations portées par les Russes contre les Japonais qui occupent Sakhaline, accusations prétendant que les guerriers du Mikado se seraient livrés à des actes de pillage sont tournées, en ridicule à Tokio, où l'on prétend que les rapports russes ne reposent sur aucun fondement.

Mort de Godefroy Cavaignac.

Paris, 25 septembre.—Godefroy Cavaignac, qui était ministre de la guerre pendant la période mouvementée du procès Dreyfus, est mort subitement aujourd'hui à sa résidence à St-Calais, département de la Sarthe, qu'il représentait à la Chambre des Députés. Il était né à Paris en 1853.

Le texte du protocole.

Stockholm, 25 septembre.—La Presse Associée a réussi à obtenir aujourd'hui le texte du protocole signé à Carlstad, samedi, par les délégués Norvégiens et Suédois chargés de fixer les termes de la dissolution de l'union de la Norvège et de la Suède, qui devra être ratifiés par le riksdag et le storting.
Le document historique, qui deviendra un traité quand il sera ratifié par les deux parlements, comprend cinq articles importants et trente-cinq sous-clauses.
Le premier article a trait à l'arbitrage, le second à la zone neutre et à la démolition des fortifications; le troisième au pâturage des rennes, etc., le quatrième au trafic entre nations et le cinquième aux cours d'eau ordinaires.
La convention établit l'arbitrage obligatoire devant la tribunal de la Haye pour tous les différends à l'exception des questions d'un intérêt vital, pendant une période de dix ans, avec extension d'autres périodes de la même durée à moins que deux ans auparavant l'on n'ait signifié l'intention d'abroger la loi.
Le traité établit que la zone de chaque côté de la frontière sera neutre à tout jamais et il exige la démolition des forteresses en deçà de cette zone à l'exception des vieilles parties des fortifications de Fredriksten, Guleenloewe et Overberget, qui pourront être conservées, mais qui ne devront jamais être employées comme fortifications.
Un quartier-général pour l'état-major et une garnison pourra être maintenu à Fredriksten de même qu'avant l'érection des nouvelles fortifications.
Il ne sera pas permis d'étendre le groupe des fortifications de Kongsvinger ou des nouveaux forts érigés en deçà de dix kilomètres de la vieille forteresse de Kongsvinger.

La situation à Vladivostok.

Vladivostok, 25 septembre.—Depuis la proclamation de la paix, Vladivostok a repris son activité accoutumée.
Les habitants qui avaient quitté la ville par crainte d'un siège rentrent en grand nombre et la vie industrielle et commerciale de la cité sibérienne se développe de nouveau rapidement.
De nombreux vapeurs et voiliers étrangers sont déjà entrés dans le port et l'on attend ces jours prochains l'arrivée de 45 vapeurs venant de Hong Kong et de Shanghai. De nombreuses maisons américaines se sont informées auprès des autorités municipales du prix des terrains dans le centre du quartier des affaires de Vladivostok. Plusieurs négociants japonais sont aussi arrivés dernièrement dans la ville où ils ont loué des terrains sur lesquels ils commencent à bâtir.

Whitney-Central National Bank,
NOUVELLE-ORLEANS.
SUCESSEUR DE
La Germania National Bank, Whitney National Bank et la Central Bank, Savings and Trust Company.
CAPITAL.....\$1 000 000
RESERVE.....745 000
PROFITS INDIVIS.....127 933
Comptes sollicités aux conditions les plus favorables des maisons de commerce et d'individus. Attention particulière donnée aux comptes des petits déposants.
Voulez de sûreté pour dépôts à des taux raisonnables.
12 sept.—1m.—mar.—jeu.—dim.

UNION SANITARY
Excavating Co.
Sont prêts sur un prompt avis à nettoyer et désinfecter complètement toutes sortes d'urinoires, toilettes et latrines en terre, etc.
Travaux de première classe. Conditions raisonnables.
BUREAU, 844 RUE COMMUNE, près de la rue Baronne.
Téléphone 3314.

Cadeaux offerts à Mlle Roosevelt.

Washington, 25 septembre.—On estime que les cadeaux reçus par Mlle Roosevelt de l'Impératrice de Chine, de l'Empereur du Japon, de l'Empereur de Corée, du Sultan de Jolo et d'autres hauts personnages en Extrême-Orient atteindront une valeur de près de \$100,000.
Mlle Roosevelt était placée dans une position qui ne lui permettait pas de refuser les présents sans offenser ceux qui les lui offraient. Les dons lui étaient faits comme au représentant du gouvernement, bien qu'elle ne voyageât pas avec cette qualité.
Etant fille du Président, elle était traitée par les Orientaux comme ils traitent les familles régnantes des royaumes Européens. Les cadeaux étaient des témoignages d'amitié et de bienveillance pour les Etats-Unis, et Mlle Roosevelt n'aurait pu en refuser aucun, pas même la perle du Sultan de Jolt, sans exposer le gouvernement à paraître repousser des avances amicales.

La fièvre jaune.

Pensacola, Fde., 25 septembre.—Deux nouveaux cas de fièvre jaune ont été rapportés par le bureau de santé d'Etat depuis hier soir, ce qui fait un total de neuf cas depuis samedi.
Trente-deux cas sont maintenant en traitement dans la ville.

Situation satisfaisante.

Natchitoches, 25 septembre.—Il n'y a aucun nouveau cas de fièvre jaune à Biyou Natchez et dans les environs. La dernière personne atteinte de cette maladie sera déchargée par le médecin demain matin.
Une inspection de maison à maison a démontré qu'il n'y avait pas de maladies dans la ville de Natchitoches. Aucun cas, même suspect, n'a été rapporté d'aucun point de la paroisse.

La protection des Italiens.

New York, 25 septembre.—Sur la recommandation du comte Saybaud Massiglia, consul général d'Italie à New York, trois sociétés italiennes de bienfaisance se sont unies pour fonder un bureau dans lequel seront enregistrés tous les faits dont auraient à se plaindre les immigrants italiens aux Etats-Unis.
Ce bureau se chargera de faire les enquêtes et quand les plaintes seront reconnues fondées il les portera à l'attention du gouvernement américain.

Prochain départ du baron Komura.

New York, 25 septembre.—Le baron Komura, envoyé de paix japonais, qui est maintenant complètement guéri de la maladie qui l'avait obligé de garder le lit pendant quelques jours, quittera New York mercredi pour rentrer au Japon.

Quina-Laroche
Le TONIQUE Par Excellence
pendant la Convalescence de
TOUTE SORTE DE MALADIES
A toujours été considéré très précieux en temps d'épidémies par les Médecins qui conseillent l'usage de TONIQUES.
QUINA-LAROCHE, qu'il soit Simple ou Ferrugineux, excite l'appétit, guérit les maux d'estomac et fortifie les nerfs.
Le QUINA-LAROCHE a eu l'honneur d'être à Paris au prix d'honneur de 10,000 Francs, et a aussi reçu sept Médailles d'Or.
Chez tous les pharmaciens.
E. FOURGÈRE & CIE., Agents pour les E. U. New York.

